

LEGATION DE SUISSE
AU JAPON

Tokio, le 26 septembre 1940.

G.1.2.- aa.

Rapport politique No.15.

Monsieur le Président de la Confédération,

Que, depuis les vêpres siciliennes diplomatiques ordonnées par le nouveau Ministre des affaires étrangères, M. Matsuoka, des événements sensationnels allaient se produire, personne n'en pouvait plus douter. On ne change pas l'instrument si ce n'est pour s'en servir. Au reste, trop de rumeurs circulaient sans être infirmées par le moindre démenti pour qu'il n'y eut pas quelque chose dans l'air. Il y avait même tant de choses que les prophètes avaient tout loisir de jouer sur plusieurs tableaux à la fois. L'attention se portait cependant principalement sur les pourparlers que le gouvernement japonais poursuivait simultanément à Batavia et à Hanoi. Indes néerlandaises et Indo-Chine ont été englobées par anticipation dans la "sphère de commune prospérité" que le Japon entend établir contre vents et marées en Asie orientale. Mais l'intégration de ces deux inconnues dans le trinôme Japon-Mandchourie-Chine était de nature à soulever des difficultés imprévues dont la solution pouvait, à tout moment, exiger le recours à l'algèbre simplifiée des militaires.

Pour ce qui est des Indes néerlandaises, on avait des raisons de penser que les négociations suivraient, pour un temps du moins, un cours plutôt tranquille depuis que le gouvernement japonais s'était décidé à faire appel, non plus au Général Koizo, comme il en avait été sérieusement question,

Au Département Politique fédéral,
B e r n e .



mais à un civil, M. Kobayashi, Ministre du commerce, pour conduire les négociations avec Batavia. La question néerlandaise prenait ainsi une tournure pacifiquement commerciale. Il n'y a toutefois pas lieu de se faire beaucoup d'illusions sur ce que peut être l'objectif suprême de Tokio. Avec une entière franchise, les gazettes de la capitale ont insisté sur la nécessité d'étendre la discussion avec les Hollandais sur un terrain plus large que celui de fûts d'huiles minérales ou de tonnes de minerais. Si donc, pour le moment, on cause placidement, à Batavia, importations et exportations, on peut tenir pour certain que les conversations vont finalement porter un peu plus loin que ne le souhaiteraient les sujets de la Reine Wilhelmine, lesquels font, à ce qu'il semble, des efforts désespérés pour se persuader que le Japon ne vise qu'à une amélioration aussi inoffensive que banale des échanges entre les deux pays. Un avenir sans doute prochain nous dira si M. Kobayashi rapportera dans ses valises autre chose qu'un simple traité de commerce.

Pendant que la question néerlandaise était placée sur un paisible tapis vert, le problème indo-chinois allait connaître des vicissitudes un peu plus mouvementées. On savait que des conversations étaient en cours entre Tokio et Vichy et, singulièrement, entre le Général Nishihara, chef de la mission militaire japonaise en Indo-Chine, et le Gouverneur général de la colonie. L'envoi de contrôleurs japonais sur les voies de communications indo-chinoises n'avait été qu'un prélude à une action plus positive du Japon dans la péninsule. On savait que les négociations étaient laborieuses et, sans que rien transpirât des milieux officiels, on se demandait, vu les appels indiscrets qu'Hanoi adressait à l'aide américaine, si elles allaient tout à coup aboutir à une rupture génératrice d'événements dont la gravité n'a pas besoin

d'être soulignée. Que le Japon fut résolu à imposer au besoin par la force des prétentions que sa position dans le Pacifique l'amène à considérer comme des plus légitimes, ce fut l'évidence même le jour - c'était le 19 septembre - où siégea, en présence de l'Empereur et pendant trois heures d'horloge, une conférence qui réunissait toutes les notabilités militaires et civiles de l'Empire. Le communiqué publié à l'issue de cet aréopage aussi solennel qu'insolite était d'un laconisme romain. Il se bornait à dire qu'on avait délibéré sur des "affaires nationales importantes". Il était quand même assez significatif pour que tout le Japon fût dans l'attente d'événements importants, sans savoir au juste ce qui allait inopinément surgir du fond de l'horizon politique.

Le 22 septembre, le coup de foudre se produisait: les troupes japonaises entraient au Tonkin! Mais, comme on l'annonçait en même temps, elles n'y entraient que sous le couvert d'un accord dûment signé entre le Général Nishihara et l'Amiral Decoux, Gouverneur général de l'Indochine. L'occupation était conséquemment toute pacifique, encore qu'indignées sans doute par des concessions qui excédaient ce que pouvait admettre leur patriotisme, des troupes françaises se missent à résister, non sans pertes sensibles, aux forces de l'envahisseur.

Cette effusion de sang, la presse japonaise la mit avec une belle unanimité sur le compte d'une transmission défectueuse des ordres de Hanoi aux avant-postes indo-chinois. Car, pour faire d'avance échec aux protestations américaines, il importait d'insister sur le caractère aussi amical que pacifique de ce qui paraît tenir le milieu entre une occupation et un passage. Occupation, parce que l'armée japonaise a bien l'intention de se constituer des bases sur

sol indo-chinois; passage, car elle se propose d'asséner un nouveau coup à Chiang-Kai-Chek en l'attaquant soudainement dans un nouveau secteur qu'il n'est peut-être pas en état de défendre avec succès. En tout état de cause, ses communications avec la mer par l'Indo-Chine sont définitivement coupées.

Si la presse exulte à juste titre à cette avance militaire "à quatre mille kilomètres de la métropole", comme le précisait avec fierté l'"Asahi", elle souligne que, selon l'arrangement passé avec la France, l'occupation prendra fin avec la défaite définitive de Chiang-Kai-Chek. Sans doute, comme l'a relevé le Ministre français des affaires étrangères dans une communication à la presse qui a été largement répandue au Japon, la France n'a aucune garantie contre un refus éventuel des Japonais d'évacuer, le moment venu, la colonie où flotte actuellement leur drapeau, mais elle a pleinement confiance dans la parole de Tokio. Reste à savoir si le Japon s'en irait au cas où la colonie n'accepterait pas d'entrer sans réserves ni restrictions dans l'orbite économique où il sera l'arbitre souverain. L'accord conclu avec Vichy a beau être temporaire; tout porte à croire qu'à moins d'un revirement dans la politique internationale qu'il est impossible de prévoir, ses effets seront d'une portée à ébranler à tout jamais les liens d'allégeance qui avaient existé jusqu'ici avec Paris. La France pourra à la rigueur se donner la satisfaction de conserver la souveraineté nominale sur sa dépendance d'Asie, mais, en réalité, c'est le Japon qui dictera désormais sa loi de Saigon à Hanoi.

Il suffit d'un coup d'oeil sur les journaux locaux pour être éclairé sur les intentions réelles du Japon. C'est ainsi qu'un officier de la suite du Général Nishihara écrivait en toutes lettres dans un quotidien de la capitale:

"Les Autorités françaises en Indo-Chine avaient coutume de se défier des Japonais, de sorte que les conditions du pays nous étaient presque inconnues. Dans l'ignorance où nous étions, nous ne pouvions pas développer les vastes ressources naturelles de la péninsule. Maintenant, nous le pourrons ..."

Un langage comme celui-là doit sonner plutôt comme une menace à une oreille française. Et il ne s'agit pas d'une voix isolée. Ce n'est qu'un des mille échos d'une opinion farouchement acquise à l'idée que l'Indo-Chine est géographiquement, voire racialement désignée pour faire intégralement partie du nouvel ordre que le Japon compte plus que jamais instaurer en Asie sous son patronage et sa direction.

Si la France a donné bon gré mal gré beaucoup plus qu'elle ne pense, au risque même de s'aliéner de précieuses amitiés américaines, il lui restera peut-être la ressource de se consoler à la pensée qu'à la suite de sa débâcle militaire, elle aurait tôt ou tard dû faire l'abandon d'une colonie qui était un des plus beaux fleurons de sa couronne coloniale. Son dépit pourrait, d'ailleurs, bien être partagé par Berlin, car, quoi qu'il arrive, il est désormais de toute certitude que plus jamais le Reich, si tant est qu'il en ait eu l'intention, n'osera jeter son dévolu sur cette riche possession du pays qu'il a vaincu. On peut dire à cet égard qu'il a proprement tiré les marrons du feu pour son féal ami d'Orient. Grâce à lui, l'Indo-Chine est devenue chasse gardée japonaise. La guerre européenne a du bon. C'est ce que sont obligés de constater les Japonais les plus épris de paix et de concorde internationale.

Cette nouvelle avance des pions japonais sur l'échiquier asiatique a causé tout naturellement le plus vif émoi à Washington. La presse d'outre-Pacifique fulmine contre cette nouvelle atteinte au statu quo. Les journaux nippons rispostent

- 6 -

de plus belle, en arguant surtout que leur pays ne fait pas, en Asie, autre chose, que ce que les Américains font dans leur propre hémisphère. La seule différence, c'est que le Japon serait moins hypocrite. Le débat s'envenime peu à peu, et l'on parle plus ou moins ouvertement de rupture. Mais le mot a déjà été si fréquemment employé depuis une dizaine d'années qu'il a fini par s'user passablement. Au vrai, il n'impressionne plus personne. Le Japon semble prêt, au contraire, à jouer le tout pour le tout, et sa presse officieuse n'a point de cesse qu'elle n'ait convaincu ceux qui en douteraient encore. Il est vrai que, devant la perspective immédiate d'un conflit armé avec un Etat qui n'a pas eu à supporter le fardeau d'une guerre de trois ans et dont les ressources dépassent infiniment celles de l'archipel nippon, les plus belliqueux hésiteraient peut-être à couper le dernier pont, le dernier pont qui pourrait bien se trouver quelque part aux environs de Batavia.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse:

